

Arrondissement Sud-ouest

Compte rendu et commentaires

Par Marcel Sévigny

5 ÉluEs

Jacqueline Montpetit, Mairesse (UCIM)
Line Hamel, conseillère ville (Vision Montréal), Pierre Fréchette conseiller arrondissement (UCIM), Jean-Yves Cartier conseiller de ville Vision Montréal, Ronald Bossy, conseiller d'arrondissement Vision Montréal

Séance spéciale du Conseil d'arrondissement sur le budget, 26 octobre 2006

Avertissement : Le compte-rendu et les commentaires ne sont ni objectifs ou neutres. Au contraire, ils se veulent une évaluation de ce qui s'y déroule par le biais d'une critique basée sur le fait que la démocratie représentative telle qu'elle se pratique dans le Sud-ouest exclue toute forme de pouvoir des citoyens et des citoyennes. Également, dans un contexte où les éluEs en place soutiennent les valeurs dominantes de la société au détriment de la justice sociale et économique, la seule façon de renverser un tant soit peu la vapeur est de créer un rapport de force citoyen sur des bases autonomes. Autrement dit, une véritable démocratie ne peut-être que la gestion directe de nos intérêts et de notre communauté par des institutions créées et contrôlées directement par les gens.

En manchette :

- [Le rapport de la Mairesse](#)
- [Le budget 2007](#)
- [Le Programme triennal d'immobilisation \(PTI\) 2007-2009](#)

Entre l'intérêt et le désabusement :

Lors de cette séance spéciale sur le budget les citoyennes et citoyen sur place eu droit à une présentation quasi privée du budget. Imaginez : 5 éluEs, 8 fonctionnaires, 1 attaché politique et..... **4 citoyenNEs**, sur une population de plus de 69 000. La grande salle du 525 Dominion semblait bien déserte.

51.6 millions\$ de dépenses + un PTI de **5.8 millions\$** sont sur la table pour la prochaine année. N'a-t-on pas déjà entendu dire que les dépenses publiques sont le reflet de décisions politiques ? Alors, que font les citoyenNEs pour se mettre le nez dans « leurs affaires ». Pourquoi laisser aux éluEs toute cette marge de manœuvre sur l'utilisation des fonds publics alors que le niveau de confiance de la population envers les politiciens est quasi nul ? (Un sondage en 2005 indiquait un niveau de confiance de 16%, soit la même proportion que... les vendeurs d'automobiles).

Mais disons-le tout de suite. Les questions budgétaires c'est platte, ça nous ennui et de toute façon c'est incompréhensible. Cette attitude générale de la population se répète aux autres niveaux du système politique, le fédéral et le provincial. La différence notable c'est qu'au municipal il y a une présentation où les gens peuvent très brièvement intervenir lors de la période de question.

Mais, il n'y a pas de véritable paradoxe. Empêcher les gens de s'intéresser aux affaires publiques (en fait, tenter d'éviter que des gens se fument le nez dans les affaires des éluEs et des technocrates) fait partie intégrante du fonctionnement du système politique. Nous pourrions le démontrer en quelques pages. Mentionnons seulement à titre d'exemple pour le Sud-Ouest que des séances d'arrondissement annoncées quelques jours à l'avance, sans documentation disponible autre que sur place, une demi-heure à l'avance, le tout présenté dans un jargon de fonctionnaire et vous avez là 2 ou 3 ingrédients d'une recette, infaillible mais indigeste, que les citoyenNEs refusent de manger... en ne se présentant pas à l'invitation. Manque d'intérêt ou désabusement ? La question est ouverte. Mais j'opterais pour un penchant vers le désabusement.

Le rapport de la Mairesse

Ce rapport annuel doit être déposé obligatoirement selon la loi. Ce petit texte de 5 pages pourrait passer comme un document anodin, mais ce qui s'y trouve est intéressant à analyser. Inévitablement, nous pouvons juger de la qualité du leadership (ou d'absence de leadership) de la Mairesse et des

orientations politiques de notre principale élue de l'arrondissement. C'est pas mal plus parlant qu'un dépliant électoral lorsque vient le temps de comprendre les décisions qui sont prises.

Il y aurait beaucoup à dire là-dessus. Mais je vais simplement souligner un élément que j'ai d'ailleurs porté au micro ce soir là, à partir du dernier paragraphe du texte.

Dans le dernier paragraphe de sa présentation Jacqueline Montpetit écrit :

« Les difficultés budgétaires auxquelles nous faisons face rappellent plus que jamais l'urgence de profiter de l'énorme potentiel de développement du Sud-Ouest pour augmenter les revenus de la Ville et doter l'arrondissement des ressources dont il a besoin »

Rappelons que les 5 éluEs du Sud-Ouest sont unanimes pour affirmer que la dotation (le budget de 51.6 millions\$) de la Ville centrale à l'arrondissement est nettement insuffisant. Étant incapable comme parti d'opposition (les 3 éluEs de Vision Montréal) et comme membres du parti au pouvoir (les 2 éluEs du parti du maire Tremblay) de faire augmenter le budget, tout le monde accepte la stratégie de la Mairesse du Sud-Ouest qui écrit qu'il faut « *augmenter les revenus de la Ville* » pour avoir des retombées pour l'arrondissement.

Nous aurions pu croire que la construction de milliers de nouveaux condo depuis 4 ans dans le Sud-Ouest apportait des revenus supplémentaires à l'arrondissement. Détrompez-vous. Seul les revenus du coût des permis de construction restent au local. Les dizaines de millions\$ de nouvelles taxes municipales produites par les nouveaux arrivants sont empochés par la Ville centrale. Nos éluEs continuent, semble-t-il, à faire des représentations. Mais visiblement ça ne marche pas. Pendant ce temps, de nouveaux parcs doivent être entretenus, de nouveaux citoyensNES reçoivent des services municipaux, etc., tout ça avec les mêmes budgets qu'avant. Ce qui, tout le monde s'en doute a un effet sur la détérioration de la qualité des services.

Que nous propose les éluEs ? D'accélérer le développement « *l'urgence de profiter de l'énorme potentiel de développement du Sud-Ouest* » (c'est moi qui souligne le mot urgence). Vision à court terme ? Rappelons à nos éluEs que le développement à tout prix a un prix que nous avons commencé à payer. En effet, le boom immobilier du Sud-Ouest est une des principales raisons de l'augmentation record de 61% des évaluations (la plus élevée de la région de Montréal, comparée par exemple à 35% pour Westmount). Cette augmentation touche l'ensemble des gens. En plus de ne pas avoir une augmentation du budget pour le Sud-Ouest, nous aurons à nous payer de belles augmentations de taxes et de loyer très bientôt.

J'ai tout de même suggéré aux éluEs ce soir là de lancer une grande campagne de pression sur la Ville centrale (pétition dans le sud-ouest, etc.) pour forcer la main à la Ville centrale. Ma suggestion semble être tomber à plat puisque personne parmi les éluEs n'a fait de commentaire.

Une note positive dans ce désert : le budget aux bibliothèques. En effet, 2 heures avant la séance de l'arrondissement, les éluEs ont appris que la ville centrale avait accepté de reconduire le budget de 346 000\$ qui a permis tout récemment d'augmenter les heures d'ouverture de 27 à 48 heures. Il semble qu'une levée de boucliers de la part des éluEs municipaux a été salutaire.

Le budget 2007

Nous pouvons noter que les documents qui auraient pu nous permettre d'analyser sérieusement ce budget n'étaient pas disponibles lors de la séance. Un fonctionnaire a promis de me les faire parvenir. Nous pourrions y revenir ultérieurement pour y faire ressortir les éléments principaux.

En introduction de la synthèse disponible ont y inscrit les 2 grands objectifs suivants :

- Maintenir les services à la population

- Faire face aux contraintes budgétaires c'est-à-dire :
 - Absorber les ajustements salariaux
 - Absorber l'augmentation du coût de la vie
 - Absorber l'augmentation prévue des contrats

Ce qui est certain c'est que toutes les contraintes seront absorbées. Mais on continuera à jouer du violon pour prétendre que la qualité des services est maintenue. Quand est-ce que nos éluEs auront la franchise de nous dire que les services se détériorent ?

Le PTI 2007-2009

Les éluEs du Sud-Ouest sont unanimes. Il n'est pas question d'augmenter les taxes locales pour s'assurer du maintien de la qualité des infrastructures. Le programme triennal d'immobilisation 5.8 millions\$, résultat d'emprunts pour les actifs de l'arrondissement reste le même que par les années antérieures.

Pourtant, le directeur général nous explique que ce budget est nettement insuffisant pour protéger ces actifs. Notre patrimoine collectif se détériore inexorablement. C'est ce que confirment les fonctionnaires et les éluEs. La question qui se pose est celle-ci. Vaut-il mieux pelleter en avant les problèmes, c'est-à-dire rogner sur les budgets d'entretien du patrimoine collectif, et payer beaucoup plus dans quelques années ? C'est la question que j'ai posée à la Mairesse. Les réponses de Jacqueline Montpetit et du directeur général ont été évasives à souhait.

Pour conclure ma présence au micro, j'ai fait remarqué à Madame Montpetit que l'arrondissement Plateau Mt-Royal avait mis en place un processus dit de « budget participatif ». Ce processus a mobilisé plus d'une centaine de citoyenNEs lors de la séance sur le budget. Ce qui n'avait rien à voir avec la foule de 4 personnes présente dans le Sud-Ouest.

J'ai donc demandé à madame la Mairesse si, pour intéresser les gens au budget, elle allait s'inspirer du Plateau pour mettre en place un processus semblable. Réponse : on pourrait mettre en place un projet pilote dans Pointe Saint-Charles.

Conclusion :

Une soirée bien plattttttte, un menu indigeste même si les enjeux sont considérables. Y aurait matière à de bons débats sur certaines priorités. Mais à l'heure actuelle tout concours à faire fuir les citoyenNEs les plus motivés.

Que faut-il changer ? Il n'y a pas de miracle. Il faut se rendre à l'évidence que tant que les citoyenNEs organisés n'imposeront pas un débat sur les priorités budgétaires, les éluEs continueront à décider selon leurs motivations politiques personnelles ou celles de leur parti politique.

*****Les opinions et commentaires sont bienvenus*****

Marcel Sévigny
Pointe Saint-Charles, le 30 octobre 2006